

Présentation des rapports SACMEQ aux Ministres africains

La recherche sur les politiques éducatives figurait en tête de l'ordre du jour de l'importante réunion tenue à Durban, en Afrique du Sud, par les coordonnateurs nationaux de la recherche de douze pays participant au Southern African Consortium for Monitoring Educational Quality (SACMEQ). Les coordonnateurs ont mis en commun les conclusions de recherche issues du projet initial du SACMEQ et ont entrepris de travailler à la conception d'une seconde initiative majeure en matière de recherche, connue sous le nom de *SACMEQ II*. Ce projet, programmé pour se dérouler de la fin de l'année 1998 jusqu'en 2001, a pour objectif d'entreprendre en coopération une recherche transnationale qui puisse être utilisée pour orienter les décisions gouvernementales visant à améliorer la qualité de l'éducation. L'étude sera centrée sur l'examen des capacités de lecture et des connaissances en mathématiques au niveau de la sixième année d'études; elle établira également des liaisons avec la première étude du SACMEQ, de manière à ce que les changements affectant le niveau de capacités de lecture puissent être suivis sur une période donnée. Pour cette seconde étude, la méthodologie de la recherche et l'organisation du travail en coopération seront conformes à la

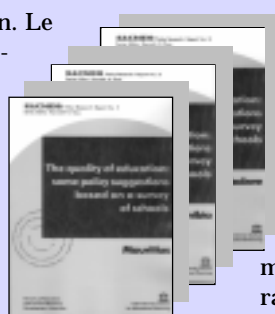
Pendant la Conférence de l'UNESCO pour les ministres africains de l'Education (MINEDAF) qui s'est tenue en avril 1998 à Durban, en Afrique du Sud, un forum spécial de politique générale du SACMEQ a été organisé. Des ministres de l'Education, de hauts responsables ministériels, des représentants d'organismes de premier plan et vingt planificateurs de l'éducation provenant de douze pays de la sous-région de l'Afrique australe ont assisté à ce forum. Tous les participants ont été impressionnés par les contributions substantielles apportées par le SACMEQ dans le domaine de la recherche sur les politiques éducatives.

Le SACMEQ présente cinq rapports de recherche nationaux sur les politiques éducatives

Les rapports de recherche nationaux du SACMEQ sur les politiques éducatives ont été conçus pour être accessibles à un large échantillon de lecteurs, et aussi pour être utilisés par les décideurs à tous les niveaux des ministères de l'Education. Le temps fort de chaque rapport est son chapitre final, dans lequel quelque quarante suggestions de politique générale fondées sur les conclusions principales de la recherche ont été classées en cinq catégories : consultations avec le personnel, la communauté et les experts, examen des politiques et des procédures existantes, nouvelles collectes de données à des fins de planification,

études de recherche nécessaires, et enfin investissements dans les infrastructures.

Les auteurs des rapports ont pris en compte les réalités économiques des pays du SACMEQ en attribuant un niveau de priorité à chaque suggestion de politique générale en fonction du temps et des coûts nécessaires à sa mise en œuvre. Cette caractéristique fondamentale des rapports du SACMEQ les a placés au centre des débats de politique générale réalistes au sein des ministères de l'Education. Ces rapports sont maintenant considérés comme des documents essentiels par les agences qui cherchent à faciliter les réformes de l'éducation productives, fondées sur des conclusions de recherche solides.



A l'intérieur

Afrique lusophone

Les pays africains lusophones évoluent vers l'élaboration d'un véritable système d'information sur la gestion de l'éducation

3

GITE

La réunion annuelle du Groupe international de travail sur l'éducation examine de nouvelles formes de co-opération.

7

Formation

Les participants au Programme de formation de l'IIPE 1997/1998 commentent la formation qu'ils ont reçue à Paris.

9

Publications

La liste des livres et documents publiés depuis janvier 1998 et les informations sur la manière de les obtenir.

12

tradition du SACMEQ, déjà fructueuse, qui consiste à fournir aux planificateurs de l'éducation une formation technique avancée en les impliquant, en tant que partenaires essentiels, dans un programme de recherche de haute qualité qui orientera utilement la politique générale.

Au cours de cette réunion des coordonnateurs nationaux de la recherche du SACMEQ, une version d'essai d'un très important système d'archivage de données informatisées conçu pour le projet initial du SACMEQ a été utilisée pour apporter une formation relative à l'exploration des questions de politique générale transnationales en rapport avec les conditions de scolarisation, l'équité dans l'allocation des ressources et les niveaux de capacité de lecture dans les écoles primaires. Les participants ont pu consulter et analyser des données extraites de ces archives, afin de comparer les niveaux de capacité de lecture à l'échelle nationale et régionale à travers les différents pays du SACMEQ et d'examiner certaines des incidences des diverses ressources scolaires sur ces niveaux. La version définitive de ces archives de données sera disponible sur CD-ROM vers la fin 1998.

La première réunion du SACMEQ II s'est tenue à Durban en même temps que la conférence de la MINEDAF organisée par l'UNESCO pour les ministres africains de l'Education. Les coordonnateurs nationaux de la recherche du SACMEQ ont été invités à préparer pour cette très importante réunion ministérielle une présentation formelle, afin de mettre en commun leurs expériences du lancement du SACMEQ en tant qu'organisation internationale non gouvernementale contrôlée par des Africains et basée à Harare, au Zimbabwe. Un forum spécial de politique générale du SACMEQ destiné aux ministres de l'Education des dix pays membres a également été organisé, afin de débattre de la progression du projet initial et de procéder au lancement officiel des cinq premiers rapports de recherche nationaux préparés à Maurice, en Namibie, en Tanzanie (Zanzibar), en Zambie et au Zimbabwe (*voir encadré en page 1*).

Le forum de politique générale du SACMEQ était présidé par le Ministre de l'Education du Zimbabwe, qui est également le président de l'Assemblée des ministres du SACMEQ. Au cours du forum, les coordonnateurs nationaux de la recherche du SACMEQ ont débattu de leurs rapports de politique générale et apporté des informations concernant les effets de leurs programmes de recherche sur l'orientation générale.

L'attention a été attirée sur le fait que le rapport du Zimbabwe était au même moment utilisé comme un élément des délibérations de la Commission présidentielle de l'éducation,

et que le rapport de Zanzibar était utilisé par le bureau du commissaire à l'éducation, afin d'orienter la mise en œuvre de réformes portant sur les conditions de scolarisation. On a également remarqué que le rapport de la Namibie avait été inclus dans une étude ministérielle en cours consacrée à l'efficacité et à l'efficacité de l'enseignement, et que des plans avaient été conçus en Namibie pour qu'un grand nombre d'exemplaires de rapports de politique générale du SACMEQ soit distribué aux hauts responsables ministériels et aux directeurs. Enfin, l'ébauche initiale du rapport de Maurice avait figuré en bonne place dans un rapport de situation lié au Plan directeur de l'éducation de ce pays.

Les ministres, hauts responsables ministériels et représentants d'agences de premier plan qui ont assisté au forum de politique générale du SACMEQ ont aimé et apprécié la franchise et le sérieux avec lesquels les coordonnateurs nationaux de la recherche du SACMEQ ont présenté leurs « agendas pour l'action » fondés sur des informations résultant d'une recherche approfondie. Leurs présentations ont été renforcées par l'approche adoptée par le SACMEQ, qui a consisté à concevoir et à mettre en œuvre des entrées de données permettant d'établir des comparaisons directes entre les différents pays en termes de conditions de scolarisation et de niveau scolaire des élèves.

Le SACMEQ représente dans l'éducation en Afrique une innovation unique, qui a dépassé son stade « expérimental » et a commencé à intégrer ses activités principales de recherche de haute qualité sur les politiques éducatives dans les opérations quotidiennes des unités de planification et de recherche des ministères de l'Education de l'Afrique australe. En ce sens, la contribution du SACMEQ est allée au-delà de l'encouragement à l'excellence dans des programmes de recherche et de formation visant à améliorer la qualité de l'éducation. La réussite du SACMEQ constitue désormais un « modèle » opérationnel qu'il faudra essayer d'égaliser pour parvenir, par une réelle appropriation, à un développement durable des capacités.

FRIEDHELM VOIGTS, COORDONNATEUR
NATIONAL DE LA RECHERCHE
DU SACMEQ, NAMIBIE

L'IIPE tient à remercier les gouvernements d'Italie et des Pays-Bas pour l'appui généreux qu'ils ont apporté au réseau du SACMEQ au cours des cinq dernières années. Pour des informations plus détaillées sur le programme de coopération de l'IIPE avec le SACMEQ, veuillez contacter le Dr Kenneth N. Ross à l'IIPE (e-mail : k.ross@iiep.unesco.org).

Dans ce numéro :

<i>Présentation des rapports SACMEQ aux Ministres africains</i>	1
<i>Plains feux sur l'éducation en Afrique lusophone.</i>	3
<i>Lettre d'information de l'IIPE en ligne.</i>	6
<i>Nouvelles d'anciens stagiaires de l'IIPE.</i>	6
<i>Le GITE examine de nouvelles modalités de coopération en vue du développement.</i>	7
<i>Inauguration de l'IIPE-Buenos Aires.</i>	7
<i>Planifier et gérer l'enseignement à distance : faire face aux exigences de l'avenir. Le 3e atelier annuel de l'IIPE sur « La planification et la gestion de l'enseignement à distance ».</i>	8
<i>Dialogue avec les stagiaires du PAF 1997/1998 et quelques éléments de changement.</i>	9
<i>Education : système de valeurs ou fonction sociale ? Extrait de « Education et développement : stratégies et décisions en Amérique centrale », en hommage à M. Sylvain Lourié, ancien Directeur de l'IIPE.</i>	10
<i>Activités de l'IIPE.</i>	11
<i>Publications récentes.</i>	12



La Lettre d'Information de l'IIPE est publiée trimestriellement en anglais, français, espagnol, portugais et russe.

Toute correspondance doit être adressée au Rédacteur,
Lettre d'Information de l'IIPE,
Institut international
de planification de l'éducation,
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France
Téléphone: +33.1.45.03.77.00
Fax: +33.1.40.72.83.66

E-mail: newsletter@iiep.unesco.org

Site sur le WWW:

<http://www.education.unesco.org/iiep>

Pleins feux sur l'éducation en Afrique lusophone

Au sein des Etats membres d'Afrique sub-saharienne, le groupe des cinq pays de langue officielle portugaise (PALOP), qui comprend l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principe, fait un peu figure de parent pauvre en ce qui concerne l'échange et la diffusion d'information sur les systèmes éducatifs. Si cette situation peut s'expliquer par le fait que la langue portugaise soit minoritaire sur le continent, des difficultés de communication existent même entre pays lusophones, comme l'a démontré un récent cours IPE organisé à Maputo sur « L'utilisation des indicateurs dans la planification de l'éducation de base »...

LE cours intensif sous-régional sur « L'utilisation des indicateurs dans la planification de l'éducation de base : aspects méthodologiques et instruments techniques » qui s'est tenu à Maputo, Mozambique, du 6 au 16 juillet 1998, a non seulement été révélateur des difficultés de diffusion d'information entre les pays PALOP, mais a aussi mis en évidence une très forte demande d'échange de la part des différents responsables des directions chargés de la planification et des statistiques de l'éducation.

Organisé en coopération étroite avec le Ministère de l'Education du Mozambique, le cours (adapté à partir des cours donnés au Burkina Faso, Kenya et Inde – voir « Activités » dans la *Lettre d'Information*, Vol. XVI, N° 2, avril-juin 1998) a réuni 18 participants, dont 10 femmes, provenant d'Angola, du Cap-Vert, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe. Leurs travaux ont notamment permis de faire le point sur l'état des systèmes d'information dans ces pays.

Priorité à l'analyse et à la communication de l'information

De nombreuses données sont à présent collectées par les PALOP. La question des non-réponses, casse-tête pour les statisticiens, se pose surtout pour l'Angola. Les autres pays ont un système de communication relativement efficace entre les responsables des districts et le

niveau central ou provincial qui permet de retourner facilement à la source, pour compléter éventuellement des données manquantes ou vérifier des données « douteuses ». Des activités de formation pour les responsables de la collecte sont en cours ou prévues dans les quatre pays pour améliorer la qualité des données.

Les principales difficultés résident dans l'analyse et la communication de l'information. Elles sont dues principalement au manque de personnel qualifié et de moyens. De plus, la fonction d'analyse étant concentrée au seul niveau central, les niveaux régionaux sont très peu investis dans le traitement des données, et donc dans l'utilisation de l'information, exception faite du Mozambique.

Plusieurs questions se posent à ce propos et furent traitées durant le cours :

- Comment cette profusion de données peut-elle être transformée en une série d'indicateurs utilisés et utilisables – autrement dit, comment identifier l'information qui convient aux décideurs ?
- Comment peut-on faciliter l'interprétation des données sur le fonctionnement du système, son évolution et ses disparités ?
- Comment peut-on établir un bon système d'indicateurs en publiant et en mettant à jour régulièrement un rapport contenant une information synthétique en parallèle avec les annuaires statistiques classiques ?

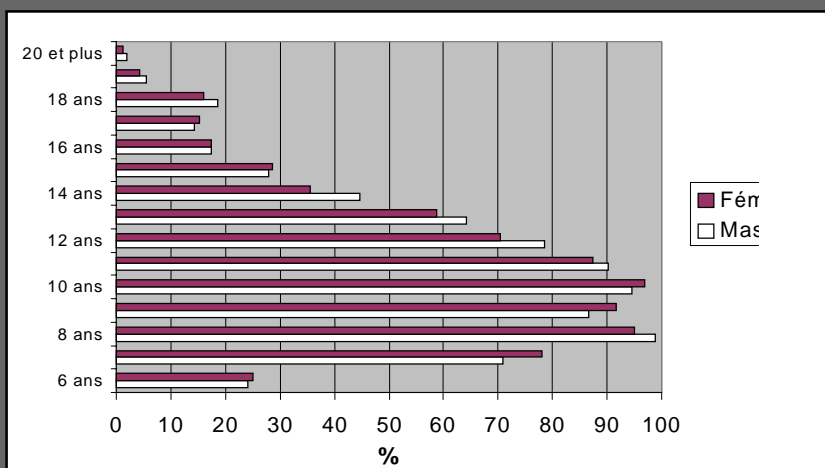
A part l'Angola, qui connaît de graves difficultés dans son système d'information, du fait de la situation actuelle du pays, les participants ont pu produire durant la formation des indicateurs sur le fonctionnement du système éducatif qui n'étaient jusque-là pas disponibles. Cette batterie d'indicateurs constitue une première ébauche dans la perspective de l'élaboration d'un véritable tableau de bord de l'éducation.

Scolarisation dans les PALOP à travers quelques indicateurs

Le cours a donné l'occasion aux participants d'analyser la scolarisation dans leur pays en fonction des objectifs définis dans la politique éducative. Ils ont pu notamment élaborer, à partir des données disponibles, des indicateurs spécifiques, en mettant l'accent sur la communication de l'information aux décideurs. Les aspects sélectionnés par les participants concernaient pour l'essentiel l'accès, la couverture, l'efficacité interne et les conditions d'enseignement. Le choix des indicateurs calculés par région, mais aussi par sexe traduit une forte préoccupation à l'égard des disparités.

En ce qui concerne la couverture du système, l'Angola présentait en 1995/1996 un taux brut de scolarisation de 58%. Ce taux connaît une tendance à la baisse depuis 1980 où il atteignait 140%. Selon les régions, les taux nets de scolarisation en 1994/1995 s'échelonnent

Graphique 1. Taux de scolarisation par âge spécifique et par sexe, Sao Tomé-et-Principe (1996/1997)



naient de 8% (province de Uíge) à 78% (province de Namibé). Ces résultats doivent être utilisés surtout comme ordre de grandeur, puisque les données de population sont estimées à partir du recensement partiel de 1983-1985.

Sao Tomé-et-Principe montre un taux net de scolarisation du primaire que de nombreux pays de la région pourraient envier, malgré une tendance à la baisse, de 69% (1993/1994) à 60% (1996/1997). Le *Graphique 1* ci-dessous illustre les taux de scolarisation par âge spécifique et par sexe pour 1996/1997. La diminution des taux devient plus prononcée à partir de 12 ans, qui correspond à l'âge d'accès au secondaire.

Le Mozambique se situe entre ces deux pays, avec un taux net de 40% et un taux brut de 70% pour le premier cycle du primaire (EP1) en 1998.

Les indicateurs de flux ont également fait l'objet d'une attention particulière en raison des objectifs de politique éducative d'amélioration de l'efficacité interne. L'équipe de Sao Tomé-et-Principe a pu ainsi calculer des taux de redoublement assez élevés pour les quatre années d'études du primaire en 1996/1997, qui vont de 21% (en 4^{ème} année) à 32% (en 2^{ème} année d'études). Ces taux présentent d'énormes disparités selon les districts: de 12% dans le district de Pagué à 44% à Caué, et selon le sexe : de 19% pour les garçons et 28% pour les filles pour la moyenne des quatre années d'études. Le Mozambique révèle des niveaux également élevés des taux de redoublement – entre 20 et 30% selon les régions et le sexe.

A partir des taux de flux de 1994/1995, l'équipe angolaise a montré que

seulement 3,1% des élèves du primaire sont diplômés au bout des quatre années d'études du primaire. Environ un quart des élèves atteignent la quatrième année, avec ou sans redoublement.

S'agissant de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'équipe du Cap-Vert s'est attachée à identifier les ratio élèves/professeur et élèves/salle de classe par région pour l'année 1997/1998. Les objectifs fixés sont de 35 élèves pour les deux indicateurs. Si le ratio élèves/professeur est toujours inférieur à la norme définie, la situation est encore problématique pour la disponibilité des salles. La moyenne est de 54 élèves/salle,

avec 15 régions (*concelhos*) sur 17 au-dessus de la valeur attendue (voir *Graphique 2*).

Il est intéressant de noter que parmi les objectifs de politique éducative des 4 pays, l'un de ceux sélectionnés par l'équipe de Sao Tomé était singulièrement de « stopper la dégradation du système éducatif ». L'équipe a identifié plusieurs indicateurs permettant de suivre la mise en œuvre de cet objectif, dont un sur la participation des parents à la vie scolaire.

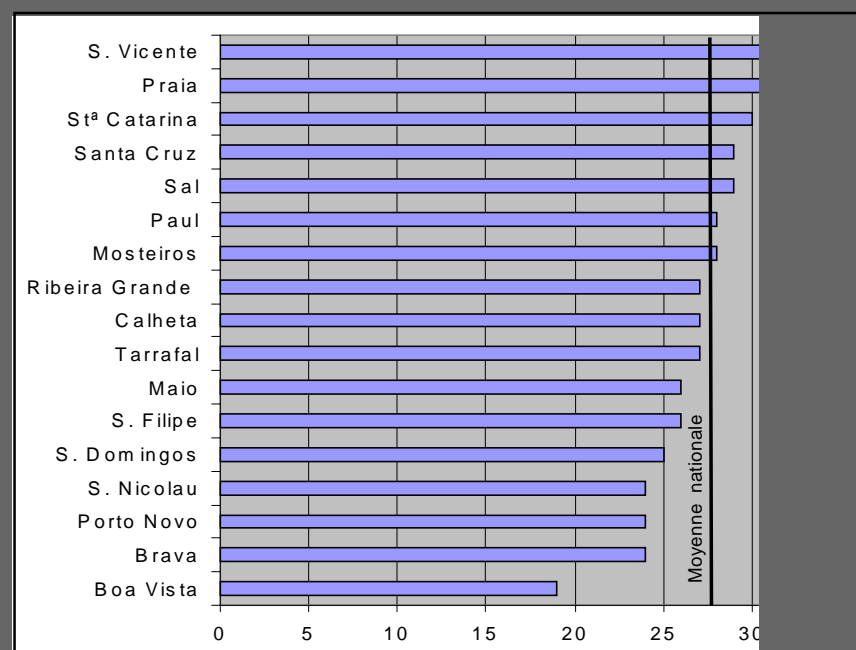
Après la formation

Les équipes nationales et régionales se sont quittées, riches de l'échange d'expériences, et du travail pilote matérialisé par un document de quelques indicateurs clés assortis d'analyses, de tableaux et de graphiques. L'enthousiasme des participants et le travail réalisé durant les cours permet d'espérer un suivi concret et une coopération entre l'IIPE et les PALOP pour parvenir à produire un document complet et synthétique d'indicateurs pour piloter la politique éducative des pays.

A plus long terme, ce travail devrait aboutir à la publication annuelle par les pays d'un rapport national d'indicateurs, et par province pour le Mozambique.

PATRICIA DIAS DA GRAÇA

Graphique 2. Ratio élèves/professeur, enseignement primaire, Cap-Vert, 1997/1998



L'expérience du Mozambique : vers un système d'indicateurs au niveau des provinces

Les indicateurs du Mozambique présentés dans l'article proviennent en partie d'une publication de 1997 du Ministère de l'Education. Elle devrait être actualisée d'ici quelques mois. Cette première publication est le fruit d'une des nombreuses activités de coopération entre l'IIPE et le Ministère de l'Education du Mozambique. Le cours de juillet 1998 à Maputo a permis d'approfondir cette coopération dans le domaine du système d'indicateurs, à travers la participation de 12 responsables des statistiques des provinces mozambicaines. La rencontre a montré l'importance que donne le Ministère à la mise en place d'un système d'information à l'échelle des provinces. Cette volonté de décentralisation est par ailleurs bien illustrée par la délocalisation même des agences de coopération et des bailleurs de fonds dans les différentes provinces. Toutes doivent ainsi mieux bénéficier des apports techniques et financiers des divers projets.

Les provinces se chargent déjà de la saisie et du contrôle des données, et produisent plusieurs documents statistiques. Elles sont en effet équipées d'ordinateurs et d'un programme de saisie et de gestion de données nommé «EDUCSTAT», qui contrôle la qualité de l'information grâce à des vérifications automatiques de cohérence entre plusieurs variables saisies. Les provinces devraient être prochainement reliées au réseau du Ministère de l'Education qui fonctionne déjà au niveau central. Elles pourront ainsi transmettre leurs données et avoir accès à des informations sur d'autres provinces. Il faut souligner que le niveau central a toujours su maintenir le contact avec ses provinces et les activités de collecte même en période de guerre. Cette remarquable continuité permet de calculer des séries chronologiques de plusieurs indicateurs pour toutes les régions.

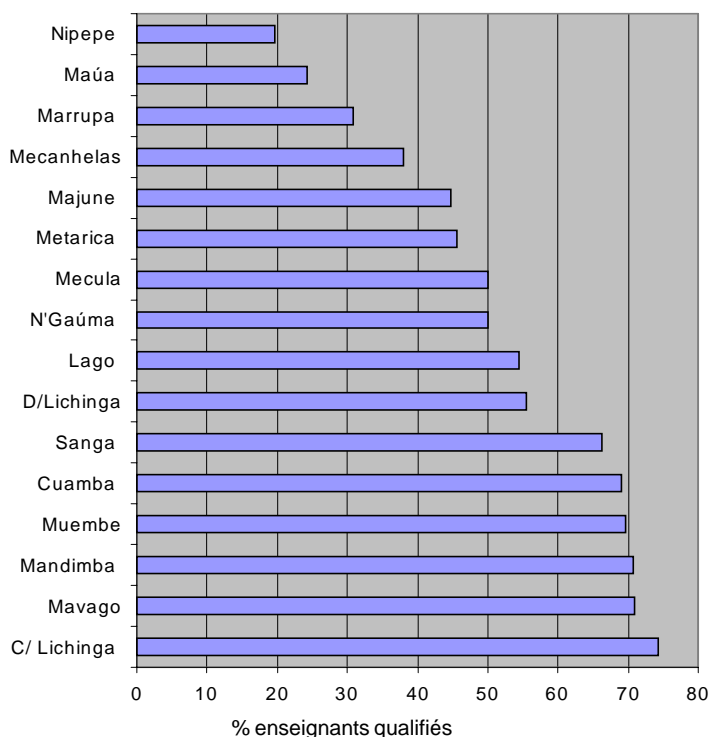
Le cours de l'IIPE a permis de placer à nouveau les provinces au premier plan en les aidant à préparer pour la première fois l'esquisse d'un document d'indicateurs permettant de piloter l'éducation de base au niveau régional. Relevant ce

défi, les participants ont élaboré de nombreux indicateurs répondant aux objectifs régionalisés de la politique éducative mozambicaine.

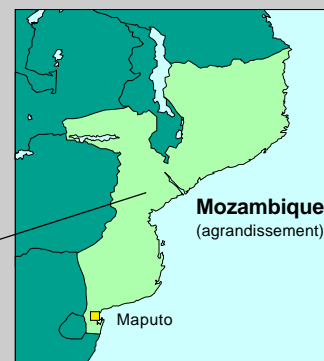
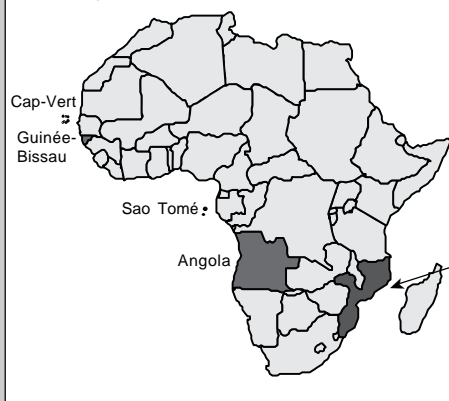
PATRICIA DIAS DA GRAÇA

Indicateur de suivi de la qualité dans la province de Niassa : pourcentage d'enseignants qualifiés par district dans le premier cycle du primaire (EP1)

Graphique 3. Pourcentage d'enseignants qualifiés, EP1, 1997.



Pays lusophones en Afrique



Lettre d'information en ligne

Comment obtenir désormais votre exemplaire de la Lettre d'information de l'IIEPE en anglais, en espagnol, en français et en russe sur Internet : vous n'aurez plus besoin d'attendre le courrier.

Depuis son lancement sur le Web en mai 1996, notre site consacre une part importante à l'accès direct à la *Lettre d'information de l'IIEPE* pour les abonnés existants et pour les nouveaux venus qui la découvrent pour la première fois grâce à Internet.

Les six derniers numéros de la *Lettre d'information de l'IIEPE* sont à la disposition de nos lecteurs en anglais, en espagnol et en français dans le format HTML et, depuis notre numéro d'octobre-décembre 1997, dans le format PDF (Acrobat). Pour les lecteurs qui souhaitent avoir accès aux versions électroniques de la *Lettre d'information de l'IIEPE*, le format HTML permet un téléchargement rapide et facile de chaque article, alors que les fichiers PDF, plus encombrants, présentent l'avantage de respecter la présentation originale de la version imprimée de la *Lettre d'information*.

Les versions électroniques de la

Lettre d'information de l'IIEPE sont produites et transférées sur notre site Web en même temps que l'impression de la version sur papier afin d'être aussi proches de l'actualité que possible.

La version russe de la *Lettre d'information de l'IIEPE* peut être obtenue électroniquement grâce à un lien, situé sur notre page d'accueil, avec le site Web russe (créé et entretenu par notre institut partenaire à Saint-Petersbourg, l'Institut de gestion, d'économie et de droit de l'éducation [ex-IEM]). Cette année, nous avons présenté la version portugaise de la *Lettre d'information de l'IIEPE*, qui n'existe pour le moment que sous forme imprimée. Dans un proche avenir, l'IIEPE espère pouvoir proposer à nos lecteurs lusophones cette version de la *Lettre d'information* sous forme électronique.

Si vous souhaitez obtenir d'autres renseignements sur le fonctionnement de la *Lettre d'information* sur Internet ou si vous désirez formuler des commentaires ou des suggestions, n'hésitez pas à nous contacter, soit par e-mail (newsletter@iiep.unesco.org), soit en écrivant directement au Rédacteur.



NOUVELLES D'ANCIENS STAGIAIRES

Arnoldo Valenge Nhavoto

Mozambique - Stagiaire PAF 1981/82

Arnoldo Nhavoto, actuellement Ministre de l'Éducation du Mozambique, essaie de constituer un Réseau panafricain d'associations d'anciens stagiaires de l'IIEPE.

Khalijah Mohammad

Malaisie - Stagiaire PAF 1990/91

Dans une lettre récemment adressée à l'Institut, Khalijah nous indique qu'après sa formation à l'IIEPE, elle a été inscrite de 1994 à 1996 à l'Université de Pennsylvanie, aux États-Unis, où elle a obtenu une maîtrise en *Recherche, évaluation et quantification en matière de politique générale*. A son retour en Malaisie, Khalijah a travaillé avec la *Data Unit* au Ministère sur les systèmes d'information sur la gestion de l'édu-

cation. Khalijah est actuellement Coordinatrice nationale pour un projet commun UNESCO/OCDE sur *L'élaboration d'indicateurs sur l'éducation dans le monde*. Elle s'efforce également de constituer une Association d'anciens stagiaires en Malaisie.

Maribel Alves Fierro Sevilla

Bésil - Stagiaire PAF 1996/97

Maribel participe à une étude patronnée aux États-Unis par la Spencer Foundation on Choice in Public Systems. Elle étudie notamment l'incidence des choix sur les parents dans la circonscription de Lansing (Michigan). À l'automne, elle travaillera avec une équipe américaine pour la TIMSS (Troisième étude internationale sur les mathématiques

et les sciences). Son travail comportera non seulement l'analyse de données d'exams, mais aussi des observations en milieu scolaire.

A L'INTENTION DE TOUS LES ANCIENS STAGIAIRES

Si vous disposez d'un courrier électronique, nous vous prions d'informer aussitôt que possible k.lezeau@iiep.unesco.org de votre adresse exacte.

Dans un proche avenir, l'IIEPE espère être en mesure de rester en contact avec vous, et éventuellement de vous faire parvenir de nouveaux documents par courrier électronique.

Le GITE examine de nouvelles modalités de coopération en vue du développement

Le Groupe international de travail sur l'éducation (GITE), qui est un groupe informel de bailleurs de fonds, s'est réuni en juin 1998 à Munich, en Allemagne. L'essentiel des débats a été centré sur les besoins des groupes défavorisés en matière d'éducation et sur de nouvelles stratégies visant à assurer une meilleure coordination des bailleurs de fonds.

La réunion du GITE était accueillie cette année à Munich, en Allemagne, par la Fondation allemande pour le développement international (DSE) ; les participants, au nombre de quarante-trois, représentaient vingt-huit organisations multilatérales, bilatérales et non gouvernementales différentes.

Comme à l'accoutumée, une partie des sessions de travail a été consacrée à un échange de vues informel sur les tendances récentes de l'aide officielle au développement. Le fait que l'aide bilatérale officielle au développement ait connu, au cours des dernières années, un déclin constant au profit des flux de capitaux privés a causé de sérieuses préoccupations. Selon les derniers chiffres du Comité d'aide au développement (CAD), l'aide bilatérale officielle en pourcentage du PNB est tombée de 0,33 % en 1992 à 0,22 % en 1997, ce qui représente le niveau le plus bas jamais atteint. Cette évolution est due pour l'essentiel aux sévères réductions du budget d'aide officielle au développement des pays du G7, alors que l'aide fournie par les pays extérieurs au G7

est restée généralement stable. En même temps, la part des secteurs sociaux dans l'aide bilatérale totale a connu une croissance régulière au cours de la même période, pour atteindre 30,5 % du budget de l'aide officielle au développement en 1995 (dernier chiffre disponible).

Le thème principal examiné au cours de cette session particulière de la réunion du GITE était en rapport avec les stratégies et les options de politique générale visant à répondre aux besoins des groupes défavorisés en matière d'éducation. Plusieurs expériences ont été présentées et discutées en relation avec des groupes cibles spécifiques, tels que les jeunes filles défavorisées, les enfants des rues ou les handicapés. Des questions plus globales, comme celles de l'éducation dans les sociétés plurilingues et de l'offre de services d'enseignement de qualité aux groupes marginalisés, ont également été examinées. Les nouvelles stratégies d'aide à l'éducation pour l'allègement de la pauvreté élaborées par la Banque mondiale et par le Département pour le Développement international

du Royaume-Uni ont été l'objet d'une attention particulière.

Enfin, il s'est tenu un important débat sur les nouvelles formes de coopération en vue du développement. Deux tendances qui influencent aujourd'hui la plupart des agences d'aide ont notamment été l'objet de longues discussions. *En premier lieu*, la tendance à soutenir non plus des projets, mais des programmes sectoriels, afin d'assurer une plus grande cohérence entre les politiques et les ressources, une meilleure coordination des bailleurs de fonds et une appropriation par le gouvernement bénéficiaire plus affirmée. *En second lieu*, l'utilisation plus fréquente de consultants, les appels à la concurrence dans les soumissions, l'implication croissante du secteur privé et les conséquences qui peuvent en résulter pour la qualité et l'efficacité de la coopération en vue du développement.

Un compte rendu complet de cette réunion est actuellement préparé par le secrétariat du GITE et sera publié par l'IIPE vers la fin de l'année 1998.

GABRIEL CARRON

EN BREF

Inauguration de l'IIPE-BUENOS AIRES

Les nouveaux bureaux de l'IIPE-BUENOS AIRES, mis à la disposition de l'IIPE par le Ministère de la Culture et de l'Éducation d'Argentine, ont été inaugurés par le Ministre, Mme Susana Decibe, et le Directeur de l'IIPE, M. Jacques Hallak, le vendredi 19 juin 1998.

Avant la cérémonie, une réunion a été organisée avec cinq ministres de l'Éducation du MERCOSUR (Argentine, Uruguay, Paraguay, Chili et Bolivie), le représentant du Ministre brésilien, le Directeur de l'IIPE, le Directeur de l'IIPE-BUENOS AIRES, M. Tedesco, et la Coordinatrice des programmes décen-

tralisés de l'IIPE, Mme Caillods, afin d'examiner les activités futures du nouveau bureau régional de l'IIPE. Un certain nombre de suggestions ont été formulées, l'une d'elles consistant à assurer, essentiellement par l'enseignement à distance, un suivi de la formation de l'IIPE reçue par les stagiaires après leur retour dans leurs pays d'origine. Il a également été souligné que l'enseignement secondaire devrait bénéficier d'une priorité sur le plan de la recherche comme de la réforme.

Un cocktail a été offert dans les nouveaux locaux à une centaine de personnes, parmi lesquelles des ministres de l'Éducation des

pays du MERCOSUR, des fonctionnaires de ministères de l'Éducation, des personnalités appartenant à une communauté nationale ou à la communauté internationale de l'éducation, ainsi qu'à un certain nombre d'anciens stagiaires de l'IIPE.

L'adresse de ce nouveau bureau régional de l'IIPE est la suivante :

IIPE-BUENOS AIRES
Agüero 2071
Capitale fédérale 1425
République d'Argentine
Tél.: +54.1.806.93.66
Fax: +54.1.806.94.58.

Planifier et gérer l'enseignement à distance : faire face aux exigences de l'avenir

Le troisième atelier annuel de l'IPE sur «*La planification et la gestion de l'enseignement à distance*» aura lieu du 14 au 18 décembre 1998. L'atelier de cette année sera organisé en coopération avec la Sukhothai Thammathirat Open University (STOU) et se déroulera sur le campus de l'Université, située dans la banlieue de Bangkok, en Thaïlande.

Ceux qui sont impliqués dans les politiques d'enseignement et de formation et dans leur mise en œuvre aux niveaux national et institutionnel ne peuvent se permettre d'ignorer l'enseignement à distance. Son utilisation devrait faire l'objet d'un large débat. Les systèmes d'enseignement à distance à grande échelle sont-ils réellement efficaces, ou bien faut-il leur préférer des initiatives à échelle limitée présentant une plus grande souplesse ? Quel est le dosage des différents médias le plus approprié à la dimension ou au niveau éducatif d'un système donné ? Quelle est la meilleure manière d'intégrer des éléments d'enseignement à distance dans des structures conventionnelles ou de les combiner avec l'enseignement traditionnel ? Quelles sont les relations existant entre la dimension d'un système et les coûts unitaires ? Il existe de nombreuses idées préconçues concernant l'enseignement à distance et la complexité de ses systèmes : celles-ci conduisent facilement à des décisions erronées en matière de politique générale et à un gaspillage de ressources.

Cet atelier d'une durée de cinq jours a été conçu pour donner aux

administrateurs de l'éducation, aux décideurs et aux gestionnaires une vue d'ensemble des compétences et des techniques essentielles à la planification et à la gestion des systèmes d'enseignement à distance et un aperçu du potentiel et des limites de ces systèmes. Il répondra aux besoins des hauts fonctionnaires, des chefs de services administratifs, des administrateurs de rang élevé des grandes institutions, et de ceux qui sont appelés à prendre en charge des services ou des institutions dans lesquels l'enseignement à distance est considéré comme un élément du système de diffusion de l'enseignement.

Mode de présentation

Cet atelier intensif sera centré sur le développement de compétences liées à des secteurs tels que la conception des programmes d'études, la diffusion du produit pédagogique et le contrôle de qualité ; il favorisera en même temps la compréhension de questions relatives à la conception et à l'optimisation du système.

Les techniques d'atelier interactives et les séminaires de groupe seront utilisés pour explorer l'expérience de ceux qui ont appliqué les concepts de l'enseignement à distance dans des contextes éducatifs et sociaux très divers et à des niveaux d'enseignement différents. Ce mode de présentation permettra à la fois aux participants de s'informer de la structure formelle des institutions d'enseignement à distance et de s'interroger sur la validité des

modèles structurels actuellement utilisés, ce qui leur permettra de formuler des jugements d'ensemble qui pourront ensuite être appliqués à leur situation personnelle.

Comment s'inscrire

Comme l'atelier se déroulera exclusivement en anglais, sans facilités de traduction dans d'autres langues, les participants seront censés posséder une bonne connaissance pratique de cette langue.

Les frais de participation à l'atelier de cinq jours s'élèvent à 450 \$US, payables d'avance. Ils devraient être financés par les employeurs ou par des bourses provenant d'agences de développement internationales ou bilatérales – ni l'IPE ni la Sukhothai Thammathirat Open University ne fournissent d'aide financière dans ce domaine. Les participants sont également responsables de leurs frais de voyage et de logement : en ce qui concerne ce dernier point, ils peuvent, s'ils le désirent, séjourner au Centre de séminaires et de formation de la STOU.

Pour que les participants profitent au maximum de cet atelier, le nombre des places est limité. Il est donc vivement recommandé de s'inscrire assez tôt.

Pour des informations plus détaillées sur l'atelier, prière de contacter :

John Hall, Conseiller IPE pour les programmes d'enseignement à distance.

E-mail : j.hall@iiep.unesco.org

Tél. : +33.1.47.72.04.05 (ligne directe).

Fax : +33.1.45.06.49.17

MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Jacques Hallak, Directeur de l'IPE, a été assermenté membre de la Commission présidentielle de l'éducation du Zimbabwe et nommé Directeur p.i. du Bureau international de l'Éducation de l'UNESCO

Bikas C. Sanyal a pris sa retraite en juin 1998, mais il est devenu membre du Collège des consultants de l'IPE.

Kenneth N. Ross prendra en charge l'organisation des séminaires mensuels sur *Les questions actuelles de la planification*.

Gabriel Carron coordonnera désormais directement le programme de recherche de l'IPE sur l'enseignement supérieur.

Françoise Caillods a été nommée Coordonnatrice des Programmes décentralisés.

Claudia Jacinto a été nommée Chercheur résident pour mettre en place, à partir de Buenos Aires, le programme de recherche sur l'éducation et la formation pour les groupes défavorisés en Amérique latine.

Dialogue avec les stagiaires du PAF 1997/98 et quelques éléments de changement

Comme leurs prédécesseurs, les participants au Programme annuel de formation 1997/1998, qui s'est achevé le 25 mai 1998, ont été invités à évaluer l'utilité du contenu du programme et l'adéquation des méthodes de travail, non seulement au terme du programme, mais tout au long de son déroulement. Le but de cet article est de donner quelques exemples de la manière dont les suggestions émises par les stagiaires sur des aspects spécifiques du programme vont donner lieu à des changements ultérieurs.

DE manière générale, le pourcentage des participants qui ont considéré que les cinq objectifs principaux du programme avaient été «très bien» ou «bien» réalisés variait entre 100 % («familiariser les participants avec les processus d'analyse et de formulation de politiques dans le secteur éducatif») et 95 % («renforcer la connaissance et la pratique des méthodes et des techniques de planification et de gestion»). Les résultats obtenus en termes quantitatifs sont certes importants, mais les appréciations qualitatives sont souvent plus intéressantes et révélatrices. Pourquoi donc ne pas laisser les commentaires de certains stagiaires parler d'eux-mêmes?

Le premier exemple provient d'un stagiaire francophone, qui souligne l'importance de la phase qui se déroule dans le pays des participants (phase 1) et des documents envoyés pour la préparation initiale. «*Dans l'ensemble, le programme était très riche et de nature exhaustive, et il m'a apporté des réponses à des questions qui me préoccupaient avant mon arrivée et qui m'avaient incité à poser ma candidature pour l'admission à l'IIPE. Cependant, cela a fait surgir d'autres questions auxquelles il devenait nécessaire de trouver des réponses. Au début, certains aspects décevants du système éducatif du pays, imputables à l'ignorance, sont devenus évidents. En résumé, les documents préparatoires devraient être plus explicites, notamment en ce qui concerne les domaines couverts par le programme, ainsi que les indicateurs.*»

Commentaire : Deux mesures concernant la phase initiale du PAF 1998/1999 ont maintenant été prises, à savoir : i) la

clarification des directives pour la préparation du diagnostic national et la simplification de la collecte de données et de l'établissement des rapports; ii) la révision d'un des modules d'apprentissage (*Coûts et financement de l'éducation*) et l'enrichissement de son illustration.

Un autre problème fréquemment évoqué aussi bien par certains participants que par les rapports d'évaluation de groupe était en rapport avec l'enchaînement du programme au cours de sa phase de spécialisation. Les changements envisagés pour l'année prochaine prennent ce problème en compte : les deux filières sur *L'éducation de base pour tous* et *Education et formation pour le développement* seront immédiatement suivies par un module révisé sur *La conception de projets de développement de l'éducation*. Ce changement permettra de proposer, notamment aux stagiaires invités, des ensembles de formation intégrés couvrant les **deux** filières, puisque le module révisé sur les *Projets* offrira aux participants la possibilité de préparer des projets en rapport soit avec l'éducation de base, soit avec la formation technique et professionnelle, ainsi qu'avec l'enseignement supérieur.

Un troisième point, évoqué dans ce commentaire d'un stagiaire anglophone mais qui reflète des préoccupations plus générales, concerne l'aide apportée aux stagiaires par l'utilisation de micro-ordinateurs : «*Globalement, je pense que le programme de formation est bien structuré, avec un matériel pédagogique bien préparé. Le mode de transmission est également excellent, car il prend en compte les principes de l'apprentissage*

Structure du Programme annuel de formation de l'IIPE	
Phase initiale dans les pays d'origine	
Séminaire d'orientation	
Tronc commun	
Education de base pour tous	Deux filières Education et formation pour le développement
Modules spécialisés	
Mémoire de fin de stage	

des adultes. Cependant, il m'a semblé que l'aide que nous avons reçue en matière informatique pendant la période du tronc commun était insuffisante, car nous possédions des compétences diverses en ce qui concerne l'utilisation de micro-ordinateurs. Ceux d'entre nous qui ignoraient vraiment tout de l'informatique ne pouvaient pas suivre.»

Commentaire : En dépit d'une réduction sensible, au cours des dernières années, des disparités dans la maîtrise des compétences informatiques de base parmi les stagiaires, des écarts subsistent encore. Il s'agit là du seul secteur dans lequel l'Institut organise des sessions où les stagiaires sont regroupés selon leur niveau de maîtrise. Les stagiaires de 1998/99 bénéficieront d'un appui plus stable et continu dans l'utilisation selon des horaires fixes, chaque semaine, d'ordinateurs équipés de logiciels élémentaires, en dehors des heures d'enseignement régulières.

En ce qui concerne la perception des stagiaires de leur charge de travail, cette année n'a pas fait exception, comme l'illustre le commentaire d'un stagiaire francophone : «*Le programme est trop chargé et les stagiaires n'ont pas le temps nécessaire pour se consacrer à l'apprentissage individuel; ce qui est très regrettable, car le matériel pédagogique est dans l'ensemble excellent.*» Un de ses collègues ajoute : «*C'est là l'un des éléments du programme que les stagiaires ont*

beaucoup de peine à maîtriser, car certains d'entre eux ont perdu les habitudes de lecture acquises lors de leurs études universitaires.»

Commentaire : Il ne suffit manifestement pas de consacrer quelques jours au travail individuel entre les modules. Par conséquent, dans le programme 1998/99 et dans les sessions suivantes du PAF, le personnel enseignant de l'IIPE s'appuiera sur l'expérience tentée dans les deux filières parallèles, qui a consisté à alléger le programme en réduisant le nombre des sessions d'enseignement formel et en stimulant chez les stagiaires la lecture et l'apprentissage individuels. De plus, des

exercices individuels plus nombreux seront prévus et l'on réservera, dans le programme, un temps suffisant pour que les enseignants puissent donner leurs conseils et commentaires aux participants.

Les problèmes brièvement décrits ci-dessus ne sont que quelques-uns de ceux qui ont été évoqués par les stagiaires et par le personnel au cours du PAF 1997/98. Dans les prochains numéros de la *Lettre d'information de l'IIPE*, nous avons l'intention de revenir sur d'autres aspects qui ont des implications à plus long terme, comme la question de l'option pour les certificats de stage ou pour les diplômes, et

la question générale des équivalences.

Pour conclure ce bref rapport, nous laisserons le mot de la fin à l'un des participants : « *Ce cours a été extrêmement révélateur. En ce qui me concerne, j'estime qu'il m'a fait comprendre que rien n'est impossible, à condition d'essayer. Beaucoup de mes fonctions au Ministère s'en sont trouvées clarifiées à un point tel que je suis fermement convaincu de pouvoir, dans un cadre de travail approprié, apporter une contribution positive au processus de développement des ressources humaines, qui est l'objectif primordial de mon Ministère.* »

LARS O. MÄHLCK

EXTRAIT

Education : système de valeurs ou fonction sociale ?

« **D**ès que la pensée d'un philosophe se développe en vue de réaliser l'acte qui est censé la consacrer, elle cesse d'être ce qu'elle était dans l'esprit, l'imagination ou le rêve de son auteur au moment de sa formulation. En matière d'Education, que Platon identifiait comme la vertu, il en a été de tous les temps comme de toute entreprise humaine : entre les discours tenus et les actions menées, les distorsions et les contradictions abondent.

Au fur et à mesure de la collectivisation du phénomène d'« apprentissage » (non en vue de la seule acquisition d'un métier mais de celle de la connaissance dans son sens le plus large), cette aspiration, qui a marqué les hommes de tous les temps et de tous les lieux, a été canalisée, organisée, structurée et – peut-être aussi – quelque peu dévitalisée.

En effet, si l'éducation appartient au système de valeurs de la collectivité qui l'a secrétée, elle n'échappe pas au destin de toute entreprise humaine : être « récupérée » par ceux qui se trouvent à la tête de cette collectivité. Certes, au XIXe siècle et au début du XXe, notamment en Europe et en Amérique, il y eut de profonds mouvements pour faire de l'éducation un moyen (une fonction?) qui permette d'élever « les classes ouvri-

ères bien au-dessus du niveau des classes bourgeoises et aristocratiques » comme le préconisait Marx et d'« éclairer les masses par le dessous et par le dedans » dans les mots d'Alain.

Pour sa part, José Martí, un des plus remarquables humanistes de l'Amérique latine rappelait que « Etre cultivé est le seul moyen d'être libre », partant de la conviction que les hommes « ne grandissent que lorsqu'ils apprennent quelque chose ».

... Comment donc se présente la réalité centro-américaine de cette éducation qui se veut libératrice selon Martí et dont nous venons de pressentir

son rôle plus contraignant? Notre propos consistera à rechercher une réponse possible à la question posée. Ainsi, verrons-nous peut-être plus clairement, si, en Amérique centrale, l'éducation fait essentiellement partie d'un système de valeurs – pour l'homme – ou si elle est – aussi ou plutôt – un instrument qui échappe à l'homme pour mieux servir la « société ». »

SYLVAIN LOURIÉ

Extrait de : **Education et développement: Stratégies et décisions en Amérique centrale**, par S. Lourié. UNESCO/IIPE/Economica. 1985.

Sylvain Lourié

Nous avons le profond regret d'informer nos lecteurs de la mort de Sylvain Lourié, le 28 juin 1998, au terme d'une longue maladie.

M. Lourié est entré à l'UNESCO en 1965, en tant que spécialiste, dans la Division du financement de l'éducation, mais peut-être se souviendra-t-on surtout de lui pour la période qu'il a passée en Amérique latine en tant que Conseiller régional pour l'éducation en Amérique centrale et au Panama (1973-78). En 1982, il fut nommé Directeur de l'IIPE, où il resta en fonctions jusqu'en 1988. En 1985, l'IIPE publia son ouvrage **Education et développement : stratégies et décisions en Amérique**

centrale (voir l'extrait ci-dessus). Bien qu'elle soit fondée sur les événements survenus en Amérique centrale au moment de sa publication, cette analyse s'applique aujourd'hui mieux que jamais à tous les pays qui développent leur système éducatif. A son départ de l'IIPE, M. Lourié devint Directeur général assistant à la planification, à la budgétisation et à l'évaluation, puis Directeur général adjoint de l'UNESCO. Il prit sa retraite en 1989.

Le Président et les membres du Conseil d'administration de l'IIPE, le Directeur et tout le personnel de l'IIPE présentent leurs condoléances les plus sincères à sa famille et à ses amis.



« Une institution à l'écoute du monde »

▣ **Deux cours de formation intensive sur « Les coûts, le financement et la budgétisation de l'éducation »**

(1. Suva Fidji : 17-28 août 1998

2. Vientiane, RDP lao : 7-18 sept. 1998)

Ces deux cours de formation intensive sur les coûts, le financement et la budgétisation de l'éducation sont organisés à Suva, aux Fidji, pour les îles du Pacifique Sud, et à Vientiane, en RDP lao, pour quatre pays du Sud-Est asiatique (RDP lao, Cambodge, Myanmar et Viet Nam). La crise financière qu'a récemment connue l'Asie a eu des incidences profondes sur tous les pays participant à ces deux cours et a attiré leur attention sur l'urgente nécessité d'une saine gestion financière de l'éducation. Chacun de ces cours sera suivi par vingt-cinq à trente participants, qui seront tous des fonctionnaires employés par les ministères de l'Education.

▣ **Cours national sur « La gestion des institutions d'enseignement supérieur »**

(Buenos Aires, Argentine

25 août - 4 septembre 1998)

Dans le cadre de la coopération entre l'IIPE et l'Argentine, *La Secretaría de Políticas Universitarias* a demandé à l'Institut d'organiser un cours sur *Les tendances de la gestion des universités contemporaines : évolution et perspectives*, comprenant une série de trois ateliers destinés aux cadres du Secrétariat et aux universités publiques du pays. Les deux premiers ateliers, auxquels ont participé des administrateurs universitaires de niveau supérieur, traiteront des tendances de la gestion institutionnelle dans le contexte international, ainsi que de la gestion des finances et du personnel universitaire. Le troisième atelier, qui sera suivi par des cadres du Secrétariat, traitera deux sujets : *i)* les problèmes actuels et l'expérience internationale en matière de gestion institutionnelle; *ii)* la gestion financière de l'enseignement supérieur

et l'utilisation d'indicateurs de performances pour la prise de décisions au niveau central.

▣ **Deux cours nationaux sur « La gestion des institutions d'enseignement supérieur »**

(Tunis, Tunisie

12-17 octobre et 19-23 octobre 1998)

Dans le cadre d'un projet de développement des capacités résultant d'un accord entre l'IIPE et le Ministère tunisien de l'Enseignement supérieur, l'*Institut supérieur de comptabilité et d'administration des entreprises* (ISCAE) de Tunisie a collaboré avec l'IIPE à la préparation et au déroulement de deux cours de formation nationaux pour les responsables administratifs des institutions d'enseignement supérieur de Tunisie. Ces deux cours de formation sont consacrés à la gestion financière, à la gestion des flux d'étudiants et à l'évaluation des institutions d'enseignement supérieur.

▣ **Troisième réunion et séminaire de l'ANTRIEP sur « L'amélioration de l'efficacité des écoles »**

(Colombo, Sri Lanka

décembre 1998)

La troisième réunion du Réseau asiatique d'institutions de formation et de recherche en planification de l'éducation (ANTRIEP) aura lieu le 18 décembre 1998 au *National Institute of Education* de Colombo, au Sri Lanka. L'ANTRIEP réunit 17 institutions, dont l'IIPE. La réunion sera précédée d'un séminaire de trois jours sur *L'amélioration de l'efficacité des écoles*, du 15 au 17 décembre 1998¹, qui sera accueilli par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur du Sri Lanka.

L'objectif global du séminaire est de

¹ Sous réserve de confirmation de ces dates par les autorités nationales sri-lankaises.

contribuer à l'élaboration de politiques qui amélioreront l'efficacité des écoles dans un climat d'autonomie institutionnelle croissante. Les débats commenceront par un examen général des tendances favorables à l'autonomie des écoles dans la région, à la lumière d'exemples provenant de plusieurs pays. Le séminaire sera ensuite centré sur trois fonctions spécifiques de la gestion, qui ont un rôle déterminant à jouer dans le contrôle de l'efficacité des écoles, à savoir la supervision, l'évaluation et l'appréciation, et enfin la gestion du personnel enseignant.

Parmi les participants figureront des décideurs de haut niveau provenant de ministères de l'éducation, des membres d'institutions appartenant à l'ANTRIEP et des experts régionaux et internationaux.

Pour des informations plus détaillées sur les réunions de l'ANTRIEP, prière de contacter l'IIPE à Paris, ou le National Institute for Educational Planning and Administration (NIEPA) à New Delhi :
tél. : +91.11.66.54.72
fax : +91.11.68.53.041
e-mail: niepa@del2vsnl.net.in

▣ **Réunion sur « La formation du personnel en matière de gestion »**

(IIPE-Buenos Aires, Argentine

11-13 novembre 1998)

A cette réunion, organisée au Bureau régional de l'IIPE à Buenos Aires, participeront environ 20 administrateurs de haut rang appartenant à des ministères de l'Education des pays du MERCOSUR, des agences de bailleurs de fonds et des chargés de recherches sur l'éducation. Le but de la réunion est de débattre de la mise en oeuvre de programmes de formation du personnel de l'enseignement en matière de gestion.

NOUVEAUX LIVRES

(Prix : US\$ 26/FF130,00)

Innovations dans la gestion des universités par Bikas C. Sanyal. UNESCO/IIEP. 1997, 287 pp. ISBN 92-803-2156-0

La qualité de l'école primaire dans des contextes de développement différents par Gabriel Carron et Ta Ngoc Châu. 1998, 342 pp. ISBN 92-803-2159-5.

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'ÉTUDES

(Tarif de diffusion : US\$3/Frs. 15,00)

□ TENDANCES DE LA SUPERVISION SCOLAIRE

Supervision for teacher development: a proposal for Pakistan, par Mehruunissa Ahmad Ali. 1998, 35 pp.

□ LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES : NOUVELLES TENDANCES DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Le partenariat dans l'enseignement technique et la formation professionnelle: le concept et son application par David Atchoarena. 1998, 70 pp.

□ STRATÉGIES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION POUR LES GROUPES DÉFAVORISÉS

La evaluación de programas de capacitación de jóvenes desempleados - Una ilustración de los enfoques evaluativos en los países del Cono Sur par Claudia Jacinto et María Antonia Gallart. 1998.

CONTRIBUTIONS DE L'IIEP

(Tarif de diffusion : US\$3/Frs. 15,00)

Education et globalisation par Jacques Hallak. Contributions de l'IIEP N° 26. 1998, 25 pp.

New strategies for financial management in universities: the experience of OECD member countries and Latin American countries by Bikas C. Sanyal and Michaela Martin. Contributions de l'IIEP N° 27. 1998, 33 pp.

Management of higher education with special reference to financial management in African countries par Bikas C. Sanyal et Michaela Martin. Contributions de l'IIEP, N° 28. 1998, 46 pp.

Strategies for higher education in Asia and the Pacific in the post-Cold War era par Bikas C. Sanyal. Contributions de l'IIEP N° 29. 1998, 40 pp.

Diversification of sources and the role of privatization in financing of higher education in the Arab States region par Bikas C. Sanyal. Contributions de l'IIEP N° 30. 1998, 43 pp.

Education strategies for disadvantaged groups: some basic issues par Françoise Caillods. Contributions de l'IIEP N° 31. 1998, 26 pp.

FORUMS D'ÉDUCATION

(Tarif de diffusion : US\$3/Frs. 15,00)

The reform and policy of decentralized management of higher education par Bikas C. Sanyal. Educational Forum No. 8. 1998, 119 pp.

SACMEQ NATIONAL POLICY RESEARCH REPORTS

(Tarif de diffusion : US\$3/Frs. 15,00)

The quality of education: some policy suggestions based on a survey of schools - Mauritius par Dhurumbeer Kulpoo. SACMEQ Policy Research: Report N° 1, 1998, 95pp.

The quality of education: some policy suggestions based on a survey of schools - Namibia par Friedhelm Voigts. SACMEQ Policy Research: Report N° 2. 1998, 77 pp.

The quality of education: some policy suggestions based on a survey of schools - Zimbabwe par Thomas Machingaidze, Patrick Pfukani et Sibangani Shumba. SACMEQ Policy Research: Report N° 3. 1998, 95 pp.

The quality of education: some policy suggestions based on a survey of schools - Zanzibar par Sebtuu Nassor et Khadija Ali Mohammed. SACMEQ Policy Research: Report N° 4. 1998, 87 pp.

The quality of education: some policy suggestions based on a survey of schools - Zambia par Manasseh Nkamba et Joe Kanyika. SACMEQ Policy Research: Report N° 5. 1998, 95 pp.

Toutes ces publications peuvent être obtenues directement des:

Diffusion des Publications de l'IIEP,
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France
Fax: +33.1.40.72.83.66
Tél.: +33.1.45.03.77.70
E-mail:
information@iiep.unesco.org

NOTE DE LECTURE

Installations et bâtiments éducatifs: ce que les planificateurs doivent savoir par J. Beynon. Série Principes de la planification de l'éducation No. 57, IIEP/UNESCO, 1998, 100 pages.

L'INVESTISSEMENT dans les bâtiments scolaires est-il un gaspillage d'argent qui serait mieux employé en enseignants et en manuels, ou bien ces locaux ont-ils pour fonction de transmettre un message important sur l'engagement d'un gouvernement en faveur de l'éducation? De quelle manière contribuent-ils à faciliter l'enseignement, l'apprentissage et la rétention dans le système scolaires? Les bâtiments scolaires ne relèvent-ils pas de la responsabilité des architectes et des

ingénieurs et n'appartiennent-ils donc pas à un domaine sur lequel les éducateurs et les planificateurs de l'éducation peuvent éviter de s'attarder?

Telles sont quelques-unes des questions fréquemment posées qui sont abordées dans **Installations et bâtiments éducatifs: ce que les planificateurs doivent savoir**, par J. Beynon, récemment publié par l'IIEP dans la série des Principes de la planification de l'éducation.

Dans la mesure où les installations matérielles constituent, par ordre d'importance, le second poste de dépenses pour l'éducation (après les salaires des enseignants), cette question ne peut être ignorée des planificateurs. Cette brochure vise à

leur faire prendre conscience de l'importance des bâtiments et du mobilier dans le processus éducatif et à leur fournir une solide information technique qui leur permettra de dialoguer utilement avec les architectes et les ingénieurs responsables de la réalisation des installations. L'ouvrage s'appuie sur des expériences vécues dans le monde entier, dont celles de l'UNESCO, des banques de développement, de l'OCDE et de nombreux gouvernements. Il constitue ainsi une sorte d'inventaire de ces expériences, dont beaucoup sont présentées avec des exemples pratiques que les gouvernements peuvent utiliser directement ou adapter à leurs besoins spécifiques.